

Coup d'arrêt à la stratégie politique du Hezbollah au Liban

Par [Georges Malbrunot](#) le 8 juin 2009 15h52 | [Réactions \(15\)](#)



L'indépendance consolidée. Dans leur majorité, les Libanais n'ont pas souhaité que leur pays tombe dans l'orbite de Téhéran et de Damas. Ils ont opté assez clairement pour une coalition parlementaire, soutenue par l'Occident et les grands pays arabes sunnites, que sont l'Égypte et l'Arabie saoudite.

Le Hezbollah, et ses alliés chiites et chrétiens, enregistrent une défaite. La stratégie, jusque-là victorieuse, du Parti de Dieu, soutenu par l'Iran et la Syrie, subit un coup d'arrêt.

Pour conserver son statut privilégié de parti disposant d'une puissante milice, le Hezbollah n'avait pas craint d'engager les hostilités : une première fois à l'été 2006 face à Israël, et ensuite en mai 2008 dans les rues de Beyrouth, lorsque ses combattants avaient clairement montré à leurs adversaires sunnites les lignes rouges à ne pas dépasser.

A chaque fois, le Hezbollah sortit vainqueur de l'épreuve de force. Lui manquait une consolidation politique de ces acquis militaires, que des résolutions de l'ONU contrarient toujours.

Une victoire à ces législatives devait lui permettre de renvoyer aux calendes grecques les exigences internationales concernant son désarmement. Tel n'est pas le cas.

Défait dans les urnes, le Hezbollah n'a donc pas traîné pour lancer dès ce lundi matin un premier avertissement à la nouvelle majorité : notre arsenal est un sujet « non négociable », a affirmé Mohammad Raad, un de ses députés.

Cette question, qui agite depuis longtemps la vie politique libanaise, sera une fois encore au cœur des frictions à venir. D'autant qu'Israël a saisi l'occasion pour mettre la pression, réclamant l'application de la résolution 1701 des Nations unies, votée après le conflit de 2006.

Mais dans le nouveau bras de fer qui s'annonce, le Hezbollah n'est pas sans atout : ces derniers mois, le président de la République Michel Sleimane a rappelé que « les armes de la résistance » étaient légitimes, à défaut d'être légales. Dans un pays miné par les divisions, la voix du président-arbitre comptera dans les débats à venir. "Nous avons la légalité, ils ont les armes, nous devons trouver un compromis", résume le général Tannous Mouawad.

Dans l'immédiat, il va s'agir de former un gouvernement. Le Hezbollah et ses amis réclament un cabinet d'union nationale avec la majorité pro occidentale, emmenée par Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre, assassiné en février 2005 à Beyrouth. Celle-ci n'écarte pas à priori un tel scénario, mais elle refuse que les pro syriens et pro iraniens y disposent d'un droit de blocage, comme c'est le cas dans l'actuel gouvernement d'union. « Soit la majorité donne des garanties (concernant l'arsenal du Hezbollah), soit elle accorde la minorité de blocage », a ajouté Mohammad Raad, fixant ainsi le cadre des délicates tractations à venir.

Si cette victoire du camp pro occidental a été accueillie par un énorme ouf de soulagement à Paris et à Washington, où l'on aurait été embarrassé de « travailler » avec un gouvernement à dominante Hezbollah, on voit bien que le Liban est loin d'être sorti de la zone de turbulences.

Une fois de plus, sa stabilité va largement dépendre de la volonté des « grands électeurs » syriens, iraniens voire saoudiens. Pour l'instant, dans l'attente de voir Barack Obama agir, Damas, Téhéran et Riyad jouent la carte de la détente régionale. Le Pays du Cèdre en profite. Mais à Beyrouth, les équilibres sont par nature fragiles.